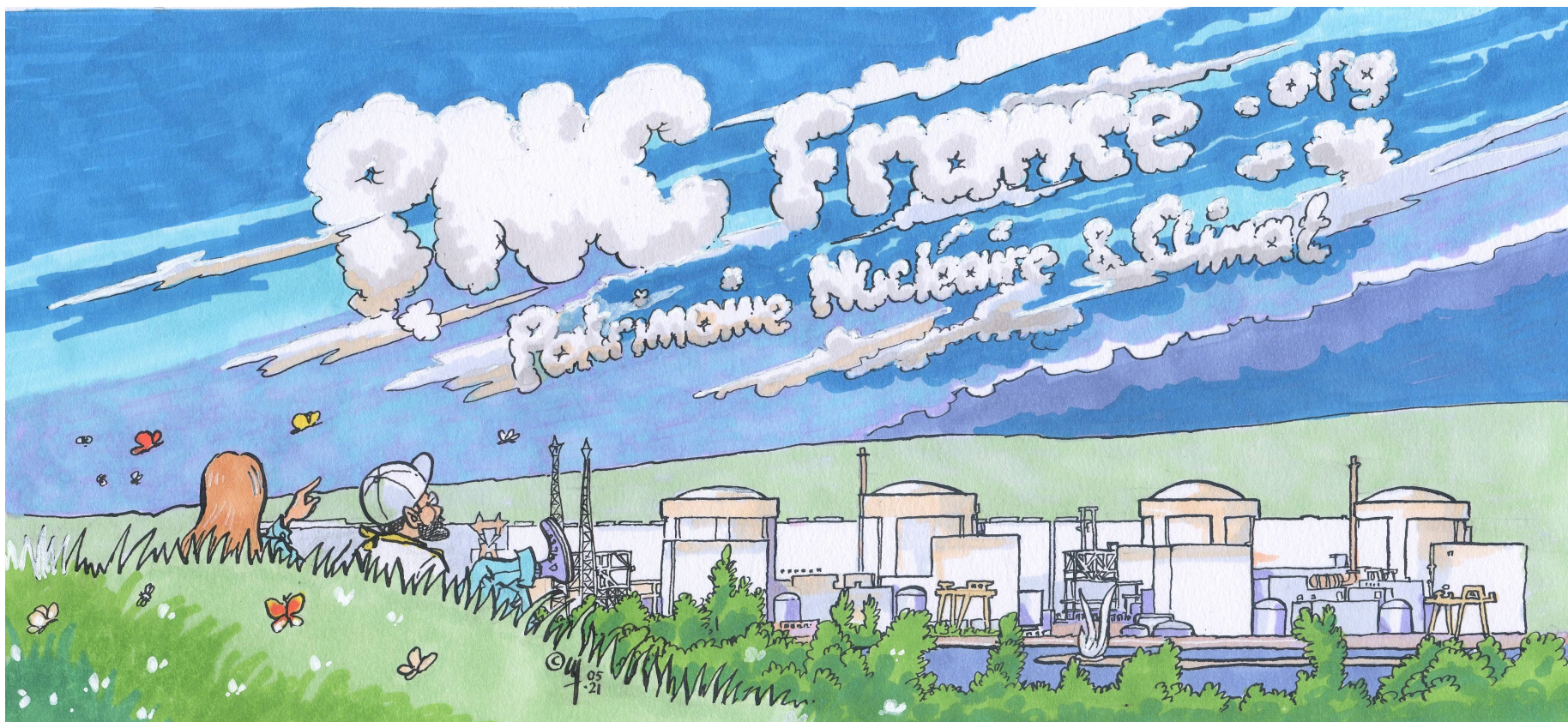


La lettre de PNC-France

Actualités de mai 2021



<https://pnc-france.org/>

Éditorial

Chers amis,

Fatih Birol, directeur opérationnel de l'AIE, s'exprimant en Janvier 2021, a clairement donné son avis sur le mix électrique français : « *Fermer les centrales nucléaires françaises serait une erreur, le nucléaire est un atout pour la France* ».

Ce jugement, émanant d'une autorité internationale reconnue, est en contradiction avec les choix énergétiques de la France faits depuis l'adoption en 2015 de la LTECV. Ces choix sont marqués par une idéologie qui a pour objectif un affaiblissement conduisant à la sortie du nucléaire.

S'exprimant au Creusot le 8 décembre 2020, le Président de la République a dit : « *L'avenir énergétique de la France passe par le nucléaire* ». Or le maintien des capacités de production d'électricité décarbonée dépend de notre parc. Celui-ci exige des investissements urgents et importants, pour renforcer encore la sûreté, et pour le long terme. Sans des décisions immédiates, c'est toute la filière qui s'affaiblit. Mais surtout, c'est prendre le risque de se trouver, dans une dizaine d'années, avec une capacité de production incapable de répondre à la demande. Du fait de leur intermittence, les énergies renouvelables ne peuvent en aucun cas répondre à cette exigence de fourniture en temps réel et leur déploiement à marche forcée ne répond à aucune justification rationnelle, tant au plan économique qu'environnemental. A moins que le but de ces choix contestables soit de favoriser le développement de centrales à gaz, émettant 70 fois plus de CO₂ que le nucléaire, on ne peut comprendre une telle passivité.

Lancer le nouveau nucléaire pour lequel EDF est prête, réviser en profondeur la Programmation Pluriannuelle de l'Energie qui place le nucléaire sur la voie de sortie, relancer la recherche pour l'avenir de la 3^{ème} filière industrielle nationale, tels sont les objectifs prioritaires de PNC-France, dont les experts incontestés fondent l'action auprès des autorités et sur le terrain.

Bernard ACCOYER

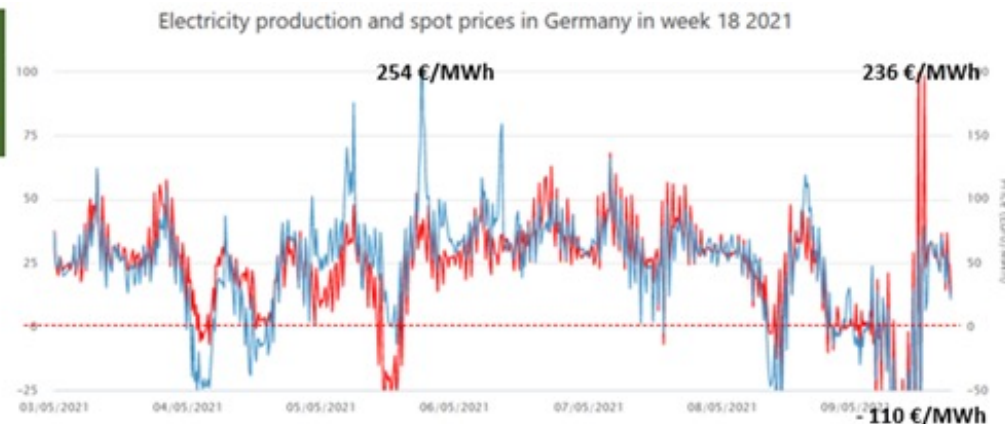


Marché de l'électricité en Allemagne !

**Un marché complètement fou :
celui de l'électricité en Allemagne**

Semaine 18 (du 3 au 9 mai 2021) :

9 pics de prix (> 100 €/MWh) et 7 creux (< 0 €/MWh)



Semaine 19, au pont de l'Ascension* : rebelote !

de 224 €/MWh à - 48 €/MWh, en 18 heures ...



**Des prix négatifs ? Voilà qui mérite
qu'on y revienne prochainement ...**

* Source : **Fraunhofer ISE** https://energy-charts.info/charts/price_spot_market/chart.htm?l=en&c=DE&year=2021&week=19&minuteInterval=15min

Audition de François Bayrou, Haut-Commissaire au plan.

L'association « **La Nation Citoyenne** » a organisé, le mardi 4 mai, une audition lancée en vue de la future campagne présidentielle. Cette audition a permis d'entendre M. François Bayrou, Haut-Commissaire au Plan, sur les perspectives de la politique énergétique française. Il a été reçu par le bureau de la Nation Citoyenne : son président, M. Claude Nicolet ; ses 2 vice-présidents, Mme Marie-Françoise Bechtel et M. Jean-Pierre Chevènement.

L'audition a permis d'éclairer les enjeux du développement de la France à moyen et long termes. Le Haut-Commissaire au Plan reconnaît les contradictions et les impasses entre l'augmentation prévue de la consommation d'électricité (+45 % d'ici 2050), les délais prévisibles dans la mise en service des moyens de production nouveaux et les fermetures à court terme de tranches nucléaires. Il y a urgence à prendre des décisions concernant la relance de la production d'électricité d'origine nucléaire. Cette audition, retransmise sur YouTube, devrait contribuer à situer à bon niveau le débat des prochaines élections présidentielles.

Cette audition a été suivie de débats organisés par Claude Nicolet auxquels Jean-Pierre Chevènement et Marie-Françoise Bechtel ont participé.

Point de vue de PNC-France : Le Haut-Commissaire au plan, François Bayrou, a surpris en prenant courageusement position dans un débat sur le nucléaire et le climat, largement dominé en France et dans certains pays européens par une idéologie qui conduit inéluctablement à la décroissance et à la précarité. Son analyse, publiée le 23 mars 2021, est intitulée « *Electricité : le devoir de lucidité* » :

http://pnc-france.org/wp-content/uploads/2021/04/210423_note_HPC_electricite_le_devoir_de_lucidite.pdf devrait interpeler les plus hautes Autorités de l'Etat. PNC-France rejoint pleinement cette analyse du rôle important que devraient avoir la France et son nucléaire dans le cadre de la lutte contre le dérèglement climatique au niveau de l'Europe.

L'examen de ce rapport nous conduit cependant à penser que les craintes émises, quant au caractère utopique de certains objectifs et les dangers auxquels les orientations politiques actuelles exposent notre pays et même l'Europe, sont sans doute sous-estimées.

<http://pnc-france.org/wp-content/uploads/2021/04/Re%CC%81action-PNC-a%CC%80-Franc%CC%A7ois-Bayrou-13-04-2021.pdf>

Webinaire par Claude Fischer-Herzog et Bernard Accoyer.

L'avenir du nucléaire en France et en Europe :

L'électricité nucléaire relève d'un service public en France, mais celui-ci n'est pas encore reconnu comme un service d'intérêt général en Europe. Et pourtant, comme on l'a vécu pendant la crise sanitaire, elle a assumé ses «obligations» de service public au-delà des frontières pour compenser les évolutions des EnR intermittentes. Elle est pilotable et à un prix abordable, elle est bonne pour le climat et la sécurité énergétique, elle est bonne pour l'emploi. Mais les investissements, lourds et à rentabilité différée, ont besoin de garanties publiques. Or, ils sont dissuadés sur le marché européen régi par les règles de la concurrence, auxquelles échappent les ENR intermittentes en particulier, ce qui dégrade la compétitivité des énergies pilotables, contraintes de s'effacer sur le réseau de plus en plus fréquemment. Les prix deviennent de plus en plus volatils et les entreprises, qu'elles soient publiques ou privées, ne peuvent plus assumer seules les coûts des investissements pilotables, nucléaires en particulier. C'est tout l'enjeu des plans de relance, mais aussi de la taxinomie en France et en Europe, et des réserves de capacité.

Bernard Accoyer a fait le bilan du nucléaire en France, – avec un nucléaire essentiel dans la perspective d'une maîtrise du changement climatique et qui représente plus de 40 % de la production européenne d'électricité décarbonée en 2018 – et décrit les enjeux de la politique énergétique française à la veille de l'élection présidentielle.

Claude Fischer-Herzog a comparé les stratégies des États qui souhaitent maintenir ou développer leur parc nucléaire, et a exposé le besoin de coopération pour développer une filière européenne. Claude est intervenue sur la réforme du marché favorisant une visibilité à long terme et de nouveaux modèles de partenariat pour le financement des investissements.

<https://www.youtube.com/watch?v=pG49yGBdDRk>

Le MEDEF interroge : peut-on transiger avec la Transition énergétique ?

<https://pnc-france.org/le-medef-interroge-peut-on-transiger-avec-la-transition-ecologique/>

Le jeudi 15 avril 2021, le MEDEF avait réuni les experts nationaux et internationaux pour débattre de cette question : peut-on transiger avec la transition écologique ? Plus des deux tiers des Français (69%) considèrent que cette transition concerne tous les acteurs de la société et demandent des actions urgentes. Près de 4 Français sur 10 se sentent encore mal informés à son sujet, ce qui, somme toute, n'est pas surprenant tant les commentaires, positions et discours en la matière sont divergents, certains manquant de clarté et de cohérence.

Par la voix de son Président, PNC-France y a participé pour apporter clarté et raison dans le débat sur la transition énergétique, débat brouillé par le brouhaha anti-nucléaire, alors que le vrai problème est la diminution, voire l'abandon des combustibles fossiles.

L'intervention de notre président, extraite de ce programme, est disponible sur :

https://youtu.be/SFh_zm3Y9ow

A lire absolument !

Lettre au Président de la République sur la taxonomie :

http://pnc-france.org/wp-content/uploads/2021/04/210413_Lettre-Pr%C3%A9sident-de-la-R%C3%A9publique-_13-avril-2021.pdf

EDF propose au gouvernement la construction de 6 EPR.

<https://pnc-france.org/edf-propose-au-gouvernement-la-construction-de-6-epr2/>

Le point de vue de PNC-France par Michel Simon : maintenant qu'EDF a donné ses garanties industrielles et économiques, PNC-France estime qu'il y a urgence à engager ce programme, porteur d'une réindustrialisation de notre pays et qui contribue au respect de nos objectifs climatiques à l'horizon 2050.

L'EPR2 est un réacteur dont la conception offre des caractéristiques exceptionnelles en matière de sûreté et de productivité. Sa conception bénéficie du retour d'expérience de la construction de quatre EPR et du fonctionnement remarquable des deux unités chinoises. Sa conception simplifiée, tout en conservant un niveau de sûreté exceptionnel, fait appel à une standardisation poussée et à une préfabrication en usine, porteuses de réduction des coûts et des délais de réalisation. Notre pays qui faisait figure de pays majeur du nucléaire, pourrait retrouver sa place avec l'engagement d'une première série d'EPR2, le grand carénage du parc existant et les perspectives à l'exportation.

Mais faut-il attendre, comme l'a martelé le Ministre de l'Économie, le démarrage de l'EPR de Flamanville pour engager la construction en France de l'EPR2 ? Aucun motif objectif ne le justifie, 2 EPR fonctionnant déjà en Chine, ce doit être une décision industrielle. Il y a urgence.

A la demande de PNC-France, Georges Sapy a rédigé un texte sur la possibilité et la capacité de produire en France et partout dans le monde des réacteurs EPR2 : « *La famille EPR : des premiers EPR à l'EPR2 optimisé pour la production en série* » :

https://pnc-france.org/wp-content/uploads/2021/05/210507_EDF-propose-au-gouvernement-la-construction-de-6-EPR2-texte-principal.pdf

Interview d'Yves BRECHET, membre de l'académie des sciences, ancien Haut-Commissaire à l'énergie atomique.



PNC-France : *A partir de la fin des années 70, la France a été championne de la construction des réacteurs nucléaires. Elle a actuellement des difficultés pour produire son EPR de Flamanville. A quoi peut-on attribuer cette difficulté ?*

Yves Brechet : C'est la conséquence d'une absence de grand projet industriel dans le nucléaire pendant deux décennies et de l'absence de politique énergétique lisible depuis dix ans. Quand on a perdu l'habitude de construire, il faut réapprendre. Construire un réacteur nucléaire électrogène nécessite un tissu industriel mobilisé et un engagement ferme dans le temps des autorités politiques. La vision dans les années 70 existait avec la volonté d'assurer la souveraineté énergétique du pays en réponse à la crise pétrolière. Cette vision s'est diluée, malgré l'urgence de la lutte contre le réchauffement climatique, dans un exercice de communication et de clientélisme électoral qui interdit toute vision à long terme. La démission de la France renonçant à une politique industrielle pour se mettre à la remorque de l'Europe qui n'en a aucune et se soumettre aux oukases d'une idéologie verte décroissante, a fait le reste. Les difficultés du nucléaire ne sont qu'un des multiples aspects d'une désindustrialisation dommageable dont nous voyons partout les dégâts. Mais il y a cette spécificité supplémentaire de mobiliser des idéologies qui s'enracinent dans des peurs sciemment entretenues.

PNC-France : *Pourquoi la recherche (Astrid, SMR, sel fondu...) sur le nucléaire en France est-elle actuellement au point mort ?*

Yves BRECHET : La recherche dans le domaine du nucléaire civil et militaire en France était la mission du CEA. Cette identification a été une force quand le CEA remplissait sa mission. Ce qui est vrai pour la recherche l'est aussi pour la formation : nous assistons à une dégradation de notre capacité à former dans un domaine dont on fait tout pour le rendre peu attractif. La recherche dans le domaine nucléaire au CEA s'appuyait sur une complémentarité entre le soutien à la filière et aux industriels et la préparation de l'avenir. La fermeture du cycle dont le réacteur Astrid était la clé de voute, s'appuyait sur 30 ans d'expertise scientifique. La quatrième génération est essentielle pour un nucléaire durable et les antinucléaires le savent fort bien. Elle a été affaiblie par des politiques irresponsables qui n'ont pas la moindre idée de ce qu'ils détruisent et qui s'imaginent que toute décision est réversible et que les discours remplacent les actes. C'est ce que nous avons vu pour Astrid mais aussi pour Fessenheim. Je n'aimerais pas être à la place des responsables devant le tribunal de l'histoire.

PNC-France : *La France sera-t-elle obligée d'acheter ses futurs réacteurs à la Chine, à la Russie ou l'Inde? La relance du nucléaire est mondialement en marche. Ce n'est pas le cas en Europe. Quelle peut en être la conséquence ?*

Yves BRECHET : La lutte contre le réchauffement climatique nécessite d'utiliser le nucléaire qui fournit une électricité dé-carbonée. La France, de par son histoire, a un atout industriel majeur dans ce domaine. La destruction de la filière nucléaire nous met dans une situation incroyable : se priver d'un atout que nous avons en main. L'Europe, pilotée par l'Allemagne, se met dans cette même situation alors que d'autres grands pays, la Russie, la Chine, la Corée et les USA de Biden... sont en ordre de marche, prêts à investir le marché que nous délaissons. Il est encore temps de faire rentrer le nucléaire dans la taxonomie européenne, il est encore temps de lancer la production de six EPR demandés par EDF qui permettrait à la fois de donner une vision aux acteurs industriels et une politique énergétique rationnelle vis à vis de nos engagements climatiques. Mais continuer à procrastiner nous condamne à terme à perdre la partie et à devenir, dans ce domaine comme dans bien d'autres, dépendants de puissance étrangère. Ce serait un désastre industriel mais aussi géopolitique. Les décideurs politiques, au niveau Français et au niveau européen, ont aujourd'hui une responsabilité majeure : prendre les bonnes décisions après une décennie d'errements.

Dans les médias :

Un article de l'Express a retenu notre attention :

« *Catastrophiste et bête* » : une réalisatrice d'Arte désavoue son propre documentaire sur le nucléaire

https://www.lexpress.fr/actualite/idees-et-debats/catastrophiste-et-bete-une-realisatrice-d-arte-desavoue-son-propre-documentaire-sur-le-nucleaire_2148853.html

La réalisatrice Myriam Tonelotto dénonce une censure idéologique et désavoue le ton sensationnaliste d'"An Zéro", qui envisage une catastrophe nucléaire rayant le Luxembourg.

La télévision peut-elle traiter de la question du nucléaire sans sensationnalisme et catastrophisme ? Prévu pour les dix ans de Fukushima, le docu-fiction « An Zéro, Comment le Luxembourg a disparu » imagine le pire : un accident nucléaire qui rayerait de la carte tout un pays. Septième centrale du monde en termes de puissance, celle de Cattenom est située à 10 kilomètres de la frontière franco-luxembourgeoise et à 35 kilomètres de la capitale du Grand-Duché. Mais, fait rare, sa co-réalisatrice Myriam Tonelotto, chargée de mettre en scène les experts intervenants, désavoue son propre film. Interrogée par L'Express, la documentariste ne mâche pas ses mots : « *Le résultat final est un film anti-nucléaire, catastrophiste, bête et larmoyant de plus* ».

Alors qu'elle travaille depuis près de trente ans pour la chaîne franco-allemande et avait notamment réalisé en 2016 Thorium : la face gâchée du nucléaire, Myriam Tonelotto dénonce une "censure" de la part de la branche allemande d'Arte et de la NDR (Norddeutscher Rundfunk, chaîne régionale et coproductrice pour Arte du film). D'un côté, selon elle, la chaîne, par peur d'un procès de la part d'EDF, a tout fait pour supprimer le mot "Cattenom" de la bouche des différents interlocuteurs. De l'autre, des intervenants qui nuançaient le scénario catastrophe, ont eux disparu du remontage, à l'image du sociologue Gérard Bronner, de la philosophe Chantal Delsol ou de Jim T. Smith, professeur à l'université de Portsmouth et spécialiste de Tchernobyl. Le physicien Jean-Marie Brom, militant antinucléaire et candidat à la France insoumise, est lui bien présent... Mais dès qu'on avait un discours inverse, c'est devenu plus compliqué soupire Myriam Tonelotto.

PNC-France a obtenu un interview de Myriam Tonelotto, celle-ci est reproduite sur le site de PNC :

<https://pnc-france.org/une-guerre-de-religion-ca-fait-des-morts/>

Dans les médias :

« **Sortir de l'impasse.** » Un texte rédigé collectivement par des membres ou ex-membres du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) :

Contrairement à ce qu'affirme la commission écologie du NPA, sortir du nucléaire « en moins de dix ans » n'est ni possible, ni souhaitable. Pour lutter contre le changement climatique et pour le progrès social, les communistes doivent renouer avec les travailleurs de l'énergie et rompre avec la diabolisation irrationnelle du nucléaire.

L'énergie est une question centrale en économie. Toutes les sociétés modernes se sont construites jusqu'à aujourd'hui sur l'explosion des forces productives qu'a entraîné l'exploitation des énergies fossiles (charbon puis pétrole et gaz naturel)... Rares sont les conflits modernes, les mobilisations sociales et les crises économiques qui n'y sont pas directement ou indirectement liées, tant toutes les activités sont consommatrices d'énergie... Pourtant la question reste méconnue et maltraitée par la gauche. S'en emparer devient néanmoins de plus en plus inévitable, à mesure qu'une double contrainte, d'un côté la tension sur les énergies fossiles et de l'autre le changement climatique qu'elles entraînent, propulse cette question sur le devant de la scène politique. Obligeant même les capitalistes les plus réactionnaires à se positionner.

Malheureusement, loin d'être à la hauteur de l'enjeu, le Nouveau Parti Anticapitaliste (à l'image d'une grande partie de la gauche française) accuse à la fois un manque d'implantation dans le secteur de l'énergie et une faiblesse programmatique évidente (chacun de ces points nourrissant sans doute l'autre).

La suite peut être lue sur le blog Mediapart de Yann Kindo « *La faucille et le labo* » :

<https://blogs.mediapart.fr/yann-kindo/blog/270421/sortir-de-l-impasse-arret-du-nucleaire>

Sans partager le moins du monde l'ensemble des positions des membres du NPA, cette nouvelle orientation de certains membres de ce parti mérite d'être connue.

Appel aux militants pour le climat et l'électricité d'origine nucléaire

Notre Comité de soutien est riche en **personnalités politiques de tous bords, d'industriels et de scientifiques d'origines diverses** (<http://pnc-france.org/comite-de-soutien/>). Elle a également reçu un accueil très favorable de plus de 400 adhérents. Toutefois, pour **peser encore plus** dans le débat, nous avons besoin de toujours plus d'adhérents : <http://pnc-france.org/devenir-membre-pnc-france/>. Nous offrons désormais aux personnes morales (Collectivités territoriales, associations, entreprises, fondations,...) la possibilité d'adhérer. Aussi, nous vous invitons à prendre un rôle actif dans le développement et la présence de PNC-France, en faisant appel à vos amis et connaissances : faites connaître PNC autour de vous ! Par exemple, en envoyant le lien de notre site : <http://pnc-france.org/> et en particulier le bulletin d'adhésion : <http://pnc-france.org/devenir-membre-pnc-france/>

Nous souhaitons également que PNC se développe en région, pour cela nous recherchons des correspondants qui souhaitent s'investir localement. Si vous êtes motivé(e)s et avez un peu de temps disponible, merci de donner vos coordonnées à (pncfrance.secretaire@gmail.com).

Facebook : <https://www.facebook.com/patrimoinenucleaireclimat/>

Linkedin : <https://www.linkedin.com/company/pnc-france>

Twitter : https://twitter.com/pnc_france



Lettre de mai 2021 - Directeur de la publication Bernard ACCOYER – Rédacteur Gérard PIERRE – Illustrations Nicolas WAECKEL